

La plupart des hommes emploient la meilleure partie de leur vie à rendre l'autre misérable . Jean de La Bruyère

Semaine 18 du 27/04 au 03/05 - 2020







Le casse-tête du déconfinement

Les interrogations sont nombreuses pour préparer l'épineux cap du 11 mai : la réouverture des écoles, le casse-tête des transports, le port du masque généralisé ou encore la mise en place de tests massifs pour les personnes présentant des symptômes ainsi que leurs contacts. Avec un enjeu de taille : éviter au pays « le risque de l'écroulement », ou l'arrivée d'une deuxième flambée épidémique. Dans ce combat, les collectivités locales seront en première ligne.

Edouard Philippe verrouille le déconfinement

Les annonces du Premier ministre sur les modalités du déconfinement nous prouvent une chose : le confinement a été nécessaire parce que nous n'avions pas les moyens de « protéger, tester, isoler ». Nous avons désormais les armes élémentaires ? « liberté », a dit le Premier ministre. Mais une liberté encore confinée, assortie de menaces et de culpabilisation. Comme de grands enfants à qui on interdit la plage, le cinéma et le bistrot pour qu'ils comprennent que la rigolade est finie. Mais qui prendront la ligne 13 du métro parisien, déja bondée avant même le déconfinement, pour aller bosser. Citoyens en liberté surveillée

Natacha Polony pour Marianne 30/04

Politique

Les Français peuvent enfin acheter des masques dans l'une des 22 000 pharmacies de l'Hexagone et d'outre-mer. Un arrêté du ministère de la Santé a réintroduit la vente de masques qui avaient été exclus par arrêté du 3 mars. Mais les masques chirurgicaux FFP2 restent réservés aux personnels de santé.

Pour le patron du syndicat des Médecins généralistes de France (MG France), la communication de crise du gouvernement, maladroite et incohérente, a découragé les gens de se rendre chez leur médecin traitant. Cette baisse de fréquentation de 40% a entraîné la mortalité de 9 000 personnes entre le 17 mars et le 19 avril. Merci Macron.

De sources administratives, les premières projections sur la mortalité liée au Covid-19 dans l'Hexagone suggèrent qu'elle pourrait être deux fois plus élevée que les chiffres officiels. Le bilan pourrait ainsi déjà atteindre 40 000 morts contre les 22 614 décès au 25/04.

Les relations transatlantiques USA-Europe sont depuis le début de la pandémie, elles aussi, en réanimation. « Le Covid-19 a sonné le glas du lien transatlantique tel qu'il s'était construit depuis 70 ans », résume le député européen (LR) Arnaud Danjean. Donald Trump a fermé brutalement ses frontières aux Européens et a tenté une OPA sur un laboratoire allemand fournissant des vaccins antiviraux.

« Le virus est en passe de détruire une bonne partie des piliers de l'ancien monde globalisé, à commencer par le traditionnel schéma des relations américaines » , estime un professeur des Arts et Métiers (Cnam).

La relation transatlantique avait toujours réussi à sauvegarder ses principes fondamentaux : un leadership américain librement accepté par les Européens contre un engagement à défendre le continent. Barack Obama, puis surtout Donald Trump, ont remis en cause cet accord. Il serait temps que les Européens s'en rendent compte!

Vœux pieux. Un sondage de l'Ifop montre que sept Français sur dix sont favorables à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale afin de relever les défis sanitaires, économiques et sociaux liés à la pandémie. Inutile de dire que cela a peu de chance d'arriver vu qu'à droite comme à gauche on attend que le parti majoritaire et son personnel gouvernemental se plantent.

Au rang de ces petits scandales qui scandent la vie d'un gouvernement l'autre depuis des décennies figure celui des masques chirurgicaux en est un qui a été mis en lumière avec la pandémie présente. Il appert en effet que depuis 2013 une ligne budgétaire est censée planifier l'achat de 100 millions de masques par an. En réalité, entre 2012 et 2017 une seule commande de 100 millions a été passée. Circulez ...

On revoit tous Jérôme Salomon, le directeur général de la santé, ou Sibeth Ndiaye, la porteparole du gouver-nement, affirmer avec aplomb dès les premiers jours de la crise sanitaire qu'il n'y avait pas besoin de masque car «il ne sert à rien» si l'on n'est pas soignant, c'est-à-dire au contact direct de la maladie.

Dommage collatéral du virus. Depuis le début de l'épidémie de Covid-19, dans l'ensemble des 39 établissements de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), le nombre de chirurgies en cancérologie a chuté de 28 %. Diminution encore plus drastique (- 50 %) des endoscopies, outils majeurs du dépistage des tumeurs digestives. Bref, notre système de santé était déjà brinquebalant, c'est maintenant carrément le foutoir. Seule demeure, l'excellence du personnel hospitalier.

Quel sera le visage de l'Europe après le passage du virus ? Pour Arnaud Danjean, député européen (LR) : « Pendant la crise de l'euro, la France était encore sur l'arrête, capable de baculer d'un côté ou de l'autre. Avec le Covid-19, elle est devenue un pays du Sud.

Les États germaniques redémarrent alors que nous sommes encore en pleine crise sanitaire. Notre tissu industriel est si fragilisé que la crise économique sera plus forte et plus longue chez nous que chez les Allemands. Les pays du Nord ne comprendront pas pourquoi ils devraient payer pour les autres ».

La plupart des Français ne font pas confiance à l'exécutif pour réussir ce déconfinement (55%) et jugent son plan inadapté (60%), selon le sondage Odoxa-Denstu Consulting pour *Le Figaro* et *France Info*.

Une décision du gouvernement suscite toutefois l'approbation d'une majorité de Français (61%) : pas de réouverture des bars, cafés et restaurants avant le 2 juin, contrairement aux autres commerces. Etonnant dans un pays à la forte culture bistrotière !

Elysée

« Nous avons nationalisé les salaires et le P&L [acronyme de profit and loss – pertes et profits] d'à peu près toutes nos entreprises », a déclaré Emmanuel Macron lors d'une interview accordée au quotidien britannique Financial Times.

Il a répété cette formule en expliquant : « Le chômage partiel, c'est la nationalisation des salaires [et] le Fonds [de soutien aux entreprises] de 50 milliards allemand, le fonds de 20 milliards français [...] ça s'appelle une nationalisation du compte d'exploitation des commerçants et entrepreneurs.»

Le président français a aussi estimé que la crise sanitaire avait remis en cause les fondements de l'Union européenne ainsi que de la zone euro, en remarquant : « Aujourd'hui, nous fonctionnons en zone euro et en Union européenne sans respecter nos traités. Parce que nos traités interdisent les aides d'Etat. »

Bizarre...Bizarre. Le Parisien, Le Figaro, Le Point, L'Express, Les Echos... ils sont unanimes pour rapporter que Macron a envoyé des textos directement à un « groupe de journalistes ». L'objet : « saborder » Edouard Philippe et fustiger la rigidité dont le Premier ministre a fait preuve en refusant aux parlementaires le délai de 24h qu'ils demandaient entre le discours de déconfinement et le vote.

« Valls, c'est dead », entend-t-on à l'Elysée qui confirme que son retour n'a jamais été envisagé une seule seconde. L'ex-Premier ministre ne figurait pas sur les listes d'un remaniement y compris dans l'optique d'un bazar d'union nationale.

Gouvernement

Tensions entre l'Elysée et Matignon. Alors qu'Édouard Philippe travaille dans le plus grand secret à l'élaboration du plan de déconfinement, Emmanuel Macron en a révélé les grandes lignes aux élus locaux, notamment sur le port du masque dans les transports ou sur l'école (pas d'obligation de retour des élèves et ouverture au plus proche du terrain). « C'est plus tendu qu'on ne le pense entre eux deux », glisse un habitué de Matignon. Et ça change quoi ? Rien !

Ainsi parlait Edouard Philippe

Le déconfinement annoncé par le Premier ministre a toutes les allures d'un confinement qui ne dit plus son nom. Il fallait d'urgence répondre d'un impératif : remettre la France au travail. Au fond, le gouvernement paie toujours le prix de son péché originel : l'affaire des masques et des tests, déclarés peu utiles au début de l'épidémie, aujourd'hui promus comme des solutions évidentes. Le bon sens reprend ses droits : le masque protège, le test permet de dépister et d'isoler les malades. On reconnaît aujourd'hui ce qu'on avait nié hier. Il était temps.

Crise de l'égo. L'hebdomadaire *Paris Match* souhaitait mettre en valeur le chef du gouvernement, Edouard Philippe, principal gestionnaire de la crise du Coronavirus au quotidien. Mais les bisbilles entre Matignon et l'Élysée ont dissuadé le Premier ministre. Il se dit dans les couloirs que Macron aimerait le virer!

Le gouvernement a détaillé les aides au secteur de l'hôtellerierestauration, particulièrement touché par la crise du coronavirus. Au programme, des mesures de soutien élargies mais pas de réouverture en vue avant, au moins, fin mai. La mesure a été élargie aux entreprises employant jusqu'à 20 salariés et 2 M€ de CA.

Edouard Philippe est donc monté au créneau pour décliner les mesures de déconfinement prévues. Il a écarté tout retour immédiat au monde d'avant, après six semaines de restrictions sévères. « *Protéger les Français sans immobiliser la France* », il a annoncé la fin des iniques attestations et la liberté de se déplacer dans un rayon de 100 km.

Et « si les indicateurs ne sont pas au rendez-vous, nous ne déconfinerons pas le 11 mai » ou alors « plus strictement », a-t-il prévenu. Et la situation sanitaire sera étudiée localement par département. Mais pour tous : ni bar ni restaurant, ni cinéma, pas de festival ni de grande manifestation sportive au-delà de 5.000 personnes, et surtout pas de week-end à la plage, a-t-il averti, brisant net les espoirs de liberté retrouvée.

Cette première phase sera suivie d'une seconde courant du 11 mai au début juin jusqu'à l'été assortie de nombreuses exceptions. Tous les marchés alimentaires et les commerces pourront rouvrir leurs portes. Il a également demandé aux entreprises le maintien du télétravail et le port obligatoire de masques dans les entreprises.

C'est désormais confirmé. Le port du masque sera rendu obligatoire dans tous les transports, métros comme les bus, à partir du 11 mai. Environ 70% de l'offre de la RATP sera disponible à cette date. La capacité des transports publics va être drastiquement réduite pendant au moins les trois semaines suivant la fin du confinement.

Le gouvernement pédale dans la semoule concernant le confinement dans les transports de masse et la protection sanitaire. L'unique parade trouvée est le port obligatoire du masque, bus, métro, tram et train. La distance d'un mètre entre les individus va être difficile à tenir, surtout aux heures de pointe.

Le projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire de deux mois, jusqu'au 24 juillet, sera par ailleurs présenté samedi en Conseil des ministres et examiné la semaine prochaine au Parlement. Cette loi permettra de prendre par décret des mesures - et des sanctions - organisant le confinement, de restreindre la circulation et de limiter les rassemblements...

Christophe Castaner, loufoque ministre de l'Intérieur, a appelé la maire de Paris, pour lui dire qu'il « partageait la nécessité d'aboutir rapidement à la création » d'une police municipale à Paris. C'était l'une des propositions d'un certain Benjamin Griveaux.

Institutions

Le 11 Mai la RATP reviendra à 70% du trafic normal contre 30% actuellement. LA RATP assure actuellement 500 000 voyageurs jour contre 12 millions en temps normal. Côté bus on passera de 30 à 50% et de 30 à 60% pour les trams. Le port du masque sera obligatoire.

Nombre de conseillers de ministres et de parlementaires s'inquiètent du calendrier impossible qui se profile, imposé par la crise sanitaire du Coronavirus. Toutes les élections intermédiaires arrivent au même moment : municipales, du moins le second tour, les sénatoriales, mais aussi, en 2021, les régionales et les départementales... Sans compter que les élections coûtent chers.

Le président du Conseil exécutif de la collectivité territoriale de Martinique, Alfred Marie-Jeanne, a déclaré lors d'une visioconfrence avec le Premier ministre que la Martinique ne rouvrirait pas ses établissements scolaires le 11 mai. Plusieurs syndicats d'enseignants ont déposé un préavis de grève.

On donne vraiment dans la déconne ! Céline Calvez, députée (REM) des Hauts-de-Seine, a été nommée parlementaire en mission temporaire sur la représentation des femmes dans les médias pendant l'épidémie de covid-19 auprès de la duègne Marlène Schiappa.

Dans un autre ordre d'idée, la mère Chiappa a annoncé qu'un plan d'urgence pour aider les personnes lesbiennes, gay, bi, trans dans le contexte sanitaire actuelle allait être mis en place. On se demande en quoi cette catégorie de population est différente du citoyen lambda quant à ses droits s'entend.

Eloge du flou. Un proche du Premier ministre tient à préciser au sujet du déconfinement : « Il y aura une doctrine nationale. Avec des adaptations au niveau local plus que régional, parce que la réalité de l'épidémie est infrarégionale ». Et la réalité de la catastrophe supranationale.

Le Conseil d'Etat examinera le recours de la Fédération française des usagers de la bicyclette. Elle demande que l'administration autorise les déplacements à vélo durant le confinement pour les activités autorisées (courses, accès aux soins, activité physique quotidienne) et annule les verbalisations.

Au Parlement, le plan de déconfinement présenté par le Premier ministre était suivi d'un vote. Il a été approuvé par368 voix contre 100 et 103 abstentions. Inutile d'ajouter que ça râle dans l'opposition. Mélenchon en tête. Pour Damien Abad, des Républicains, « sans masques et sans tests suffisants » c'est plutôt risqué.

Divers

A Rungis les mœurs sont en train de changer et le confinement a fait vaciller les 1200 entreprises présentes. La fermeture des frontières a bouleversé la chaîne d'approvisionnement. Des filières entières ont disparu forçant les grossistes à aller chercher de nouveaux fournisseurs dans un rayon de 200 kilomètres.

La demande des Franciliens n'a jamais faibli. L'appétit pour des produits de qualité, locaux, a compensé le canal défaillant de la restauration. Et on a vu apparaître des sites livrant à domicile.

Tandis que l'offensive reprend contre le traitement à la chloroquine préconisé par le professeur Raoult, le ministère de la Défense a dû admettre la livraison (par la Chine !) de 70 kilos de chloroquine à la Pharmacie centrale des armées. Un achat de précaution se défend le ministère qui reconnaît la contamination de 1500 militaires.

Tambouille macro-machin

Agnès Buzyn serait sur le point de renoncer, à son tour, à être candidate aux élections municipales à Paris. Si sa décision n'est pas arrêtée, et si Stanislas Guérini, le patron de La République en marche, continue à être son plus ardent soutien, l'ancienne ministre de la Santé a perdu toute motivation pour ce scrutin.

Le casting des 40 députés choisis pour assister au discours d'Edouard Philippe a donné lieu à des débats houleux au sein de LREM. Gilles Le Gendre a confié aux « whip » le soin de sélectionner les élus, au risque d'écarter les marcheurs plus critiques. Il y a un whip par commission chargé de faire respecter les consignes du parti. Whip ? Garde-chiourne !

Encore un oracle. Le député LREM Bruno Bonnell (6ème Rhône) en est persuadé : « Le capitalisme tel que nous l'apprenons encore dans trop d'écoles d'inspiration anglo-saxonne. Est blessé à mort ». Ca reste quand même à vérifier. Bonnell est chef d'entreprise.

Martine Wonner, seule députée LREM à avoir voté contre la stratégie de déconfinement du gouvernement, va « être convoquée » par le groupe majoritaire lors « du prochain bureau du groupe » en visioconférence, organisé a priori dans le courant de la semaine prochaine.

Médecin de profession et favorable au recours controversé à la chloroquine face au Covid-19, Martine Wonner avait « regretté l'absence d'une quelconque stratégie thérapeutique », en annonçant son vote au Parlement.

Droite

Pour Bruno Retailleau, patron du groupe LR au Sénat, interrogé par Le Parisien note « que cette crise a révélé, c'est un Etat obèse, omniprésent et pourtant impotent. La bureaucratie a ligoté l'Etat », et sa complexité l'a paralysé.

Parmi ses préconisations, on notera surtout la débureaucratisation de l'Etat en menant une guerre totale contre les 400 000 normes qui paralysent l'action. « Ensuite la décentralisation, parce que la proximité, c'est l'efficacité. Enfin la relocalisation de nos activités vitales, telles que le sanitaire, l'alimentaire ou l'énergie. Nous devons lancer un grand plan de reconquête de notre souveraineté », plaide Retailleau.

Pour Rachida Dati, « cette crise a révélé les limites d'une organisation administrative trop rigide et trop centralisé. C'est vrai pour l'Etat et nous le déplorons aussi à Paris ».

Encore un bel exemple de bêtise. Les Républicains veulent éviter l'écueil qui serait de donner un blanc-seing au gouvernement, ou celui d'apparaître comme des opposants au déconfinement auquel ils sont, sur le principe, très favorables. Raison pour laquelle le groupe a rendu public dès le week-end dernier son propre plan de déconfinement. Ben, il est où ce truc?

Bisbilles au sein des Républicains. Les prises de position des représentants d'une ligne de droite sociale, représentée par Aurélien Pradié et Guillaume Peltier s'oppose frontalement à la ligne libérale défendue par Eric Woerth, Bruno Retailleau ou Guillaume Larrivé.

Gauche

On croit rêver. Deux députés, Christian Hutin du Mouvement des citoyens (MDC) et Régis Juanico de Génération.s (G.s), ont annoncé sur les réseaux sociaux, ce 24 avril, déposer « une proposition de loi pour la création d'un fonds d'indemnisation pour les victimes professionnelles et bénévoles du Covid-19 ».

Arnaud Montebourg et Jean-Luc Mélenchon se tirent la bourre. Ils apparaissent comme les deux personnalités incontournables de l'après coronavirus, où les thèmes de la «première gauche» (centralisatrice, jacobine et interventionniste) prédominent. Ils sont d'accord sur de nombreux sujet ... sauf la présidentielle à venir. C'est Faure, Hamon et leur clique qui font la gueule.

Valérie Rabault, présidente du groupe PS à l'Assemblée nationale, a écrit à Edouard Philippe à propos du projet d'application de traçage des porteurs du coronavirus. Elle lui reproche de céder à la toute-puissance des géants américains Apple et Google en choisissant le Bluetooth comme technique de repérage.

Touite du camarade Mélenchon : « Drôle d'époque. Berger, Minc et moi d'accord pour réclamer à la BCE [banque centrale européenne] le gel de la dette publique... Heureux d'avoir fait avancer l'idée ».

Société

Réouverture des salons de coiffure le 11 mai. Le coiffeur devra être équipé de masques et de lunettes ou d'une visière en plastique transparent qui couvre son visage. Chaque client, qui devra porter un masque, sera assis à plus d'un mètre d'un autre. La France compte 63 000 coiffeurs. Ca va pas être simple. Y a urgence... j'ai une de ces têtes Moi... on dirait un SDF!

Grande mobilisation médiatique (y compris de *La Croix*!) en faveur d'une trentaine de couples français voulant retrouver en Ukraine, dont les frontières sont fermées en raison de la crise sanitaire, les bébés dont ont accouché leurs mères porteuses. Et les familles et la presse d'en appeler au Quai d'Orsay. Faut-il rappeler qu'en France la GPA est interdite.

Plus de 10 800 places d'hôtel supplémentaires sont désormais mobilisées pour les sans-abris pendant l'épidémie du coronmachin et 95 sites d'hébergement spécialisés dédiés aux SDF malades du Covid-19 sont ouverts, représentant près de 3 500 places réparties dans 79 départements, dont Mayotte et La Réunion.

En mars, le nombre de chômeurs a enregistré une hausse historique sur un mois de + 7,1 %, poussant le gouvernement à annoncer une «adaptation rapide» des règles de l'assurance chômage en concertation avec les partenaires sociaux.

La réouverture de deux drive McDo à Saint-Gratien (Val-d'Oise) et à Moissy-Cramayel (Seineet-Mare) a failli tourner à l'émeute. Pour faire face aux commandes, elles ont été plafonnées à 60 € avec la mise en place d'un système de « stop and go » quand la file d'attente était trop longue. Cette réouverture avait été signalée sur les réseaux sociaux. Triste réalité!

Alors que la réouverture des cultes est repoussé à la mi-juin au grand dam des évêques, trois flics sont entrés le 19 avril dernier dans l'église Saint-André-de-l'Europe dans le 8ème arrondissement, interrompant l'enregistrement d'une messe destinée à être diffusée sur les réseaux sociaux. On est revenu à 1905!

Le Secours populaire pousse un cri d'alarme, il a besoin de bras et de fonds! Le patron des Hauts-de-Seine déclare « nous avons entre 30 et 50 % de familles en plus qui ont besoin de notre soutien ». Même son de cloche de la part du responsable de l'Essonne.

Faits divers

Trois jeunes gens résidant en Seine-et-Marne ont lancé une association, Theo Sheep&Co', visant à faire adopter des poules destinées à l'abattoir. En élevage, une poule est out après dixhuit mois alors qu'elle peut encore pondre pendant quatre ans chez les particuliers.

Au départ nos compères comptaient sauver 70 poules mais après un annonce sur fessebouc, ils ont reçu plus de 1000 appels. Les gens les voulaient par 5, 10 ou 20. Ca marche du tonnerre de dieu. Les frais d'adoption s'élèvent à 5 € pour couvrir les frais. Théo, a l'origine du projet, a 17 ans et est élève en bac pro commerce. C'est bien parti pour lui, il a déjà du boulot.

Mort d'un pourri, en l'occurrence Henri Weber, ancien membre de la Ligue communiste (LCR) aux côtés d'Alain Krivine, recyclé socialiste, ce qui lui vaudra d'être sénateur et député européen, mais surtout parfait faux-cul libéral depuis son union avec une certaine Fabienne Servan-Schreiber et son entrée dans le cercle des nantis. A Libé, les mecs chialent à tous les étages.

Un nouveau job est apparu dans les banlieues : livreur de cocktails Molotov. Placé en garde à vue, un micro entrepreneur d'un genre particulier alimentait les émeutiers de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) en bouteilles incendiaires à 5 € les trois, 10 € les 10.

Dans l'île Saint-Denis, le 26 avril dernier, des flics coursent des voleurs et l'un d'eux tombe à l'eau. Les flics se marrent , « un bicot comme ça, ça nage pas ». « Ca coule » répond son collègue. Manque de pot, un mec a filmé l'affaire et la colle sur les réseaux sociaux. Ca remonte dans la hiérarchie et Castaner pousse aussitôt des cris d'orfraie, genre « on n'est pas raciste dans la police! ».

Migration/islam

Un telex envoyé par la direction départementale de la sécurité publique du Calvados aux chefs de service du département normand, invite les policiers du département à ne pas « intervenir dans les quartiers à forte concentration de population suivant le ramadan ».

« Il n'y a jamais eu de consignes d'allégement des contrôles sur n'importe quel territoire de la République (...) Nous intervenons dans tous les territoires », affirme le secrétaire d'État à l'Intérieur Laurent Nuñez. « Il s'agit d'une initiative locale incompréhensible, sur laquelle le directeur général de la police nationale a demandé un rapport », a commenté l'entourage de Christophe Castaner. Et faux-cul avec ça !

Ecologie/ sciences & techniques

Le remède miracle. Labos, toubibs, tout le monde est sur le pont pour rechercher, à défaut de vaccin, les médocs qui peuvent soulager. Après la chloroquine, fortement décriée, voici le tocilizumab, un immunosuppresseur d'habitude utilisé en rhumatologie et qui a donné des résultats encourageants à des patients atteints de formes moyennes ou sévères du virus. Problème, son prix 1000 € pour 4 injections.

Selon des données diffusées par la London School of Hygiene & Tropical Medicine, école de médecine réputée, il existe près de 120 projets différents de vaccins contre le SARS-CoV-2, dont 110 à un stade de développement préclinique. Huit en sont au stade des essais cliniques de phase I sur des hommes.

Ce qui risque de changer

Au-delà du débat sur la forme que la reprise prendra, il est certain que l'économie mondiale sortira durablement changée de cette crise sanitaire. Et ce de trois façons. La conséquence la plus évidente de cette épidémie concerne l'endettement des États, qui va grimper de façon spectaculaire, les gouvernements ayant tous mis en place des programmes de relance sans précédent pour sauver entreprises et salariés du marasme économique. Deuxième conséquence de cette crise sanitaire mondiale : le rôle des États. Si en 2008, ces derniers étaient surtout intervenus pour aider les institutions financières, ils ont cette fois-ci largement étendu leur spectre d'intervention, proposant des prêts garantis à l'ensemble des acteurs économiques, ainsi que des plans de soutien à l'emploi massifs via le financement du chômage partiel. Troisième changement lié au Coronavirus : une montée en puissance des mouvements nationalistes et antiArianespace. Les lancements au centre spatial guyanais de Kourou, suspendus le 16 mars en raison de l'épidémie de Covid-19, vont reprendre mi-juin avec un lancement Vega partagé d'une cinquantaine de petits satellites, précise la compagnie.

Economie

Avec la pandémie, les compagnies aériennes, qui ont vu leur trafic chuter de 90%, sont confrontées à une crise sans précédent. Pour éviter la cessation des paiements d'Air France, l'État organise un sauvetage à 7 milliards d'euros, dont 4 milliards de prêts garantis et une avance d'actionnaire par l'État de 3 milliards.

La France disposera de plus de 26 millions de masques grand public par semaine dès la fin avril, dont près la moitié produits dans le pays, ainsi que de 20 millions de masques sanitaires pour les professionnels d'ici fin mai, a indiqué Bercy. 242 entreprises nationales sont mobilisées.

L'Etat n'accorde « aucun chèque en blanc » à Air France, qui va bénéficier d'un plan d'aide de sept milliards d'euros pour aider la compagnie aérienne à affronter les conséquences de la crise du coronavirus a assuré la ministre Elisabeth Borne.

Charles Prats, ancien magistrat de la Délégation nationale à la lutte contre la fraude au ministère du Budget estime que 2,5 millions d'individus « fantômes » bénéficieraient de 30 milliards de prestations sociales indues. Un scandale symptomatique de la mauvaise gestion de nos dépenses publiques.

Dans beaucoup de pays européens depuis l'irruption de la pandémie de coronavirus, les Etats ont érigé des barrières pour empêcher des investisseurs étrangers de prendre le contrôle d'entreprises stratégiques. La France ne fait plus exception. l'Allemagne au premier chef mais aussi l'Italie et l'Espagne.

En France, Bruno Le Maire, a annoncé qu'il avait décidé d'abaisser le seuil à 10 %, contre 25 % actuellement, du capital d'une entreprise stratégique cotée à partir duquel la prise de participation d'un investisseur non-européen sera contrôlée et soumise à une approbation de Bercy.

Culture/médias

Querelle de cornecul autour d'une application numérique pour mobile sur le traçage des individus ayant été en contact avec des personnes touchées par une maladie infectieuse. La polémique fait rage sur son utilité sanitaire quand les défenseurs des libertés y voient un risque de flicage des populations. Celle-ci serait, rétorque le gouvernement, sans obligation et sur la base du volontariat.

Le géant français des médias Vivendi, qui détient désormais plus de 10 % du groupe Lagardère, veut poursuivre ses achats de titres, mais assure n'avoir pas l'intention d'en prendre le contrôle ni d'influencer sa stratégie, et se défend de toute ingérence. Ce n'est pas la première fois que Vincent Bolloré fait ce genre de coup.

De l'Europe

La crise du Covid-19 pourrait donc être une opportunité à saisir pour l'UE. « L'Europe est frigide quand elle est confinée aux diplomates. Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, est glaciale. Angela Merkel ne manifeste aucune empathie dans ses discours. Si on veut relancer l'Europe, il faut refaire de la politique. De la vraie politique. Avec de l'humain et des idées. Les responsables européens doivent se retrouver physiquement dans une même salle et trouver des solutions politiques. Ils doivent répondre d'urgence aux questions suivantes : qui sommes- nous ? Qui sont nos amis? Qui sont nos ennemis? », affirme Jean-Dominique Giuliani, le président de la Fondation Robert-Schuman. À cette condition. l'Union pourrait aussi s'inventer un nouveau modèle politique et économique. « La vieille Europe est inadaptée. Elle appartient au passé », clame Nicole Gnesotto, professeur au Cnam.

Figaro 29/04

Keith Richards, le célèbre et totalement allumé guitariste des Rolling Stone, présente un bilan santé étonnant : dix ans d'héroïne, de multiples overdose, trente ans de Bourbon (Jack Daniel's) et autant d'année à fumer deux paquets de clopes par jour et 77 ans au compteur. Ce mec, faudra l'enterrer au Musée de l'Homme où à l'Académie de médecine.

Pour le chef du service d'hygiène etc., des Hospices de Lyon, Philippe Vanhems, les risques de contagion du virus seront importants sur les lieux de départ et d'arrivée du Tour de France. Pour le public, mais aussi pour les coureurs et leur environnement immédiat. On fait quoi, chef?

Europe

Union européenne. Une fois de plus l'Europe avance en ordre dispersé pour ce qui est de sa phase de déconfinement. Une étape où les gouvernants sont confrontés à une équation consistant à la fois à préserver l'acquis sanitaire face au virus, - afin de prévenir une « deuxième vague » épidémique -, et relancer la machine économique pour répondre à l'inquiétude de la population.

La pandémie a révélé l'extrême dépendance économique de l'Europe vis-à-vis de la Chine, notamment dans le secteur pharmaceutique. Mais l'influence chinoise s'étend beaucoup plus loin, le long des « nouvelles routes de la soie», qui serpentent en Europe où certains pays, comme la Serbie, affichent leur camp en plantant fièrement le drapeau rouge de la République populaire de Chine.

« L'Europe n'a jamais réussi à penser la puissance. Si elle continue à être aussi économe en propositions, si le déconfinement la rend muette dans l'affrontement sino-américain, elle sera laissée sur le côté du chemin », prévient un diplomate.

Dette africaine

Bernard Lugan, remarquable connaisseur de l'Afrique, sait faire montre parfois d'un mauvais esprit qui dépasse les bornes de l'humanisme. Que dit-il ? « Le président Macron appelle à effacer la dette africaine, étape selon lui "indispensable pour aider le continent africain à travers la crise du coronavirus" ». Au lieu de s'en réjouir, Lugan vitupère : « Depuis des décennies, les pays "riches" ne cessent de consentir à l'Afrique des allègements et des suppressions de dette. Au début des années 2000, les PPTE (Pays pauvres très endettés) ont ainsi bénéficié de considérables remises par les créanciers bilatéraux. Or, à peine sauvés du gouffre de l'endettement, ils y ont replongé... » Et puis, « En dollars constants, le continent a donc reçu plusieurs dizaines de fois plus que l'Europe du lendemain de la guerre avec le plan Marshall. » De 1960 à 2018, le continent a ainsi reçu en dons près de 2000 milliards de dollars. Et tout cela pour quoi ? Pour rien. Enfin, si, on apprend que le roi de l'Estawini, petite monarchie absolue sotiée entre l'Afrique du Sud et le Mozambique, vient de prendre possession d'une vingtaine de Rolls-Royce. Mswati III aurait aussi acheté 120 BMW destinées à sa grande famille, qui comprend pour l'instant 15 femmes et 23 enfants.

Robert Spieler in Rivarol

Angleterre. Les firmes britanniques ont connu des faillites massives entre début mars et mi-avril, et en bien plus grand nombre qu'il y a un an. Selon une enquête sur les entreprises, 21 200 de plus ont fait faillite sur cette période par rapport à l'an passé, soit une hausse de 70% en glissement annuel.

Allemagne. Inquiétant. Après des semaines d'amélioration, les taux d'infection et de létalité du Covid-19 sont repartis à la hausse huit jours seulement après le début du déconfinement progressif et à géométrie variable selon les Länder.

Autriche. Un exemple à prendre. Dans tous les supermarchés autrichiens, un employé accueille les clients avec un généreux stock de masques qu'il distribue avec des pinces. Et c'est gratuit. L'obligation du port du masque a été partie intégrante de la stratégie gagnante de ce pays contre le virus.

Danemark. La reprise se fait en douceur car les Danois font confiance à leur gouvernement. Son chef, Mette Frederiksen, a fait de la pédagogie et précise que « Si on nous verbalisait comme chez vous en France, ça ne passerait pas du tout ».

Espagne. Comme de nombreux autres pays européens, la banque d'Espagne prévoit une récession sévère avec un recul de 6,6 % à 13,6 % du Produit intérieur brut (PIB) pour l'année 2020.

L'Espagne a vu son taux de chômage, déjà élevé, augmenter à 14,4 % de la population active au premier trimestre, en raison de l'impact de la pandémie de coronavirus, selon les chiffres de l'Institut national de la statistique (INE).

Russie. Moscou sait qu'il y a des pays européens membres de l'UE et de l'Otan qui aimeraient aussi, comme l'Italie, recevoir de l'aide russe pour mieux combattre le coronavirus, mais ils ne peuvent pas s'adresser à Moscou en raison des pressions exercées sur eux par certains de leurs alliés, selon le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov. Devinez qui ?

International

Corée du Nord. Le dictateur Kim Jong-un a disparu des radars. Il est invisible depuis le 11 avril. C'est l'absence exceptionnelle de Kim Jong-un lors d'un événement majeur célébrant l'anniversaire de son défunt grand-père et fondateur de la nation, Kim Il- sung, au Palais du Soleil de Kumsusan le 15 avril, qui a déclenché des rumeurs sur son état de santé. On ne sait s'il est mort ou confiné.

Etats-Unis. La fermeture de 99% des commerce et l'arrêt de presque toutes les activités professionnelles à New York ont eu pour effet surprenant l'augmentation de 55% des forfaits : meurtres, cambriolages, vols de voiture. Par ailleurs, sur les 1500 prisonniers libérés, une cinquantaine ont déjà regagé leur cellule. Le même scénario se répète dans d'aires villes américaines.

Sites à consulter

TVLibertés

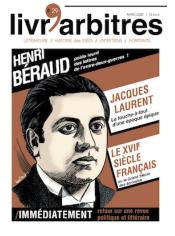
l'Observatoire du journalisme

Xavier Raufer, criminalité et confinement

au pays de cette conne de Sibeth Ndiaye porte-parole du gvt

la carte du déconfinement

Journées de lecture



Livr'arbitres, n° 29 - mars - 12 €

A chaque livraison Livr'arbitres nous surprend et s'enrichit, non en qualité qui est constante, mais en nouveautés – sujets et auteurs – tout en conservant son axe central consacré à un auteur cher à nos cœurs. La dernière livraison ne déroge pas à sa ligne et met l'accent sur ce grand journaliste et écrivain que fut Henri Béraud (1885-1958) injustement enchristé par les épurateurs de 1945. Henri Béraud fut un très grand journaliste de l'entre-deux guerres, plutôt marqué à gauche, et magnifique écrivain à la langue somptueuse de limpidité. Ses romans sont passionnants au même titre que les quelques ouvrages qui font office de mémoires : *Qu'astu fait de ta jeunesse, Sans haine et sans crainte, Les derniers beaux jours*. Si Gallimard était encore dans Gallimard, voici belle lurette

que Béraud figurerait dans la collection La Pléiade.

Autre clin d'œil, et non des moindres, à un autre géant de notre littérature contemporaine, Jacques Laurent (1919-2000). Mais lequel me direz-vous ? L'écrivain au sens strict n'est pas un auteur facile – *Les corps tranquilles, Les Bêtises, Les Sous-ensembles flous*. En revanche, Cecil Saint-Laurent qui fit sa fortune, notamment dans sa version historique, comblera avec bonheur votre confinement : *Hortense 14-18* – un des meilleurs romans sur la Grande Guerre-,

Clotilde, la Bourgeoise, la Mutante. Autre partie passionnante de ce très riche numéro, le coup de projecteur donné sur ce très grand siècle que fut le $17^{\rm ème}$ qui vit émerger cette notion qui se perd aujourd'hui d'Honnête homme, fruit du génie de ces écrivains qui constituent le fond incontournable de la culture française. Précipitez-vous.

A commander ICI



Immédiatement, par Dominique de Roux, La Table Ronde, coll. La petite vermillion, 256 p., 8,70 €

Réédition d'un texte sulfureux de Dominique de Roux qui tire sur toutes les notoriétés de l'époque (années 1960-70), les Roland Barthes et autres Philippe Sollers et son maoïste de pacotille au travers du magasine *Tel Quel.* C'est réjouissant en diable, même quelques décennies après.



Histoire du mouvement fasciste, par Gioacchino Volpe, préface de Vincent Vauclin, postface de Massimo Magliari, Reconquista Press, 2019, 256 pages, 17 €

Cet ouvrage paru en 1939, n'est ni une froide recension d'événements historiques et encore moins une hagiographie. Volpe (1876-1971) était connu comme le plus grand historien du Moyen Age qui avait développé une méthode dite du « réalisme historiographique », une « méthode fondée sur l'adhérence à la réalité concrète ». Volpe consacre plus de la moitié de son passionnant ouvrage à décrire

l'œuvre réalisée par le fascisme. Il décrit ainsi l'organisation juridique de la vaste matière syndicale et corporative, et à l'insertion des syndicats dans l'Etat, qui fut, écrit-il, « *l'œuvre la plus originale de la Révolution fasciste* ». Un des ouvrages les plus originaux sur le fascisme.